

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PHASE CANDIDATURE

PROCEDURE

LE MARCHE PUBLIC EST PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE, EN APPLICATION
DES ARTICLES L. 2120-1,
L. 2123-, R. 2123-1 A R. 2123-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Maître de l'ouvrage

Etat – Ministère des Armées

Représenté par : Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Est

Maître d'œuvre

SID SE - Pôle de Maitrise d'Œuvre de Lyon

OBJET DU MARCHE

POLEYMIEUX (69) – BA 942 – Fort du Mont Verdun - Restructuration de la fonction
poste de sécurité et dispositif d'accès

NUMERO DE PROJET

ESID : ESID-24-226 à 229
N° DAF : DAF_2024_001335

DELAI FIXE POUR LA REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Date et heures limites de réception : 17/03/2025 à 16h00

SOMMAIRE

1	Objet la consultation.....	4
2	Description du marché	4
2.1	Procédure	4
	A/ Type de procédure.....	4
	B/ Négociation	5
	C/ VISITE DU SITE	5
2.2	délai d'exécution du marché.....	5
2.3	Dévolution du marché.....	5
2.4	Variantes.....	6
2.5	Marchés sans publicité ni mise en concurrence.....	6
2.6	Condition particulière d'exécution :.....	6
	engagement d'insertion	6
	limitation de sous-traitance.....	7
2.7	Spécificité du marché en matière de sécurité	7
	DISPOSITIONS APPLICABLES CONCERNANT LES DOCUMENTS ET SUPPORTS PORTANT LA MENTION « DIFFUSION RESTREINTE » REMIS LORS DE LA PROCEDURE DE PASSATION..	7
3	MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATS.....	7
3.1	Modalités de candidature – Conditions de participation.....	7
3.2	Aptitudes du candidat.....	8
3.3	critère de sélection des candidatures	8
	3.3.1 Critères de sélection des candidatures	9
	3.3.2 Détail des critères.....	9
3.4	Choix final des candidats – Limitation du nombre de candidats admis a présenter une offre 10	
4	modalites d'appréciation des offres.....	10
4.1	Modalité de remise des offres	10
4.2	Recevabilité des offres	10
4.3	jugement des offres	10
5	renseignements complémentaires	11
6	Présentation des candidatures et des offres.....	13
7	Modalités de remise des plis en phase candidature	13
7.1	Présentation du dossier de candidature.....	14
	A/ Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME)	14

B/ Candidature hors DUME.....	14
Groupement d'opérateurs économiques.....	14
7.2 Documents justificatifs et autres moyens de preuve	15
A/ Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner justificatifs et autres moyens de preuve.....	15
B/ Transmission des documents et renseignements concernant les conditions de participation à la procédure	16
8 Modalités de remise des offres en phase offres	17
9 Conditions d'envoi et de remise des plis(candidature et offre)	17
9.1 Présentation des dossiers et format des fichiers.....	18
9.2 Horodatage	18
9.3 Copie de sauvegarde	18
9.4 Antivirus	19
10 Attribution	19
10.1 Documents à fournir	19
10.2 Signature et notification du marché	19
11 Dispositions générales	20
11.1 Langue.....	20
11.2 Juridiction chargée des procédures de recours	20
11.3 Voies de recours.....	20

Le présent règlement de la consultation comprend quatre annexes :

Annexe 1 : les modalités de signature électronique

Annexe 2 : assistance aux entreprises sur « PLACE »

Annexe 3 : Dossier de candidature

Annexe 4 : Attestation de non diffusion

DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA PRESENTE PROCEDURE

1 OBJET LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la restructuration de la fonction filtrage du Mont Verdun comprenant :

- la construction d'un bâtiment (poste de sécurité)
- la construction d'un pont pour l'accès au fort du Mont Verdun
- la réorganisation des accès véhicules et piétons,
- la sécurisation des nouveaux périmètres.

L'opération respectera la RE2020

Lieu d'exécution des travaux : BASE AERIENNE 942 – POLEYMIEUX-AU-MONT-D'OR – 69250

Le descriptif technique des travaux sera fourni aux candidats retenus pour la phase offre du présent marché. Durant la phase candidature, il ne sera pas donné d'informations sur la réalisation proprement dite des travaux.

2 DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 PROCEDURE

A/ TYPE DE PROCEDURE

Le présent marché est passé selon la procédure :

- ☐ Appel d'offre ouvert.
- ☐ Appel d'offre restreint.
- ☒ Procédure adaptée.

La consultation comporte 2 phases.

- 1) Une phase candidature : cette phase a pour objet l'analyse et le classement des candidatures sur la base des critères de sélection définis à l'article « 3- MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATS » du présent règlement ;
- 2) Une phase offre : les dossiers de consultation seront mis à disposition des candidats sélectionnés uniquement.

B/ NEGOCIATION

☐ Sans objet.☐ Il n'est pas prévu de négociation.

☒ Il est prévu une négociation en phase offre. Il est alors adressé à tous les candidats ayant remis une offre une lettre de convocation indiquant la date et l'heure de la négociation ainsi que les points qui sont abordés. Si l'acheteur le décide, cette négociation peut avoir lieu sous forme d'échange de lettres. Conformément aux dispositions des articles R2123-4 et -5 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

C/ VISITE DU SITE

Il n'est pas prévu de visite au cours de la **phase candidature**.

Le candidat admis à présenter une offre devra obligatoirement visiter les lieux lors de la **phase offre**.

Afin de convenir d'un rendez-vous, les entreprises s'adresseront à :

Madame sonia.pignal@intradef.gouv.fr
04 37 27 24 58

Monsieur paul.meysonnier@intradef.gouv.fr
04 37 27 23 15

Il est rappelé que la visite n'a pas pour objet de répondre aux questions des candidats, les questions devant être posées selon les modalités prévues à l'article 5 du présent RC

2.2 DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

La durée prévisionnelle des travaux (période de préparation non comprise) est de 12 mois.
La durée prévisionnelle de la période de préparation est de 3 mois.

Le délai d'exécution du marché sera indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) lors de la consultation phase offres.

2.3 DEVOLUTION DU MARCHE

Le marché est alloti : ☒ oui ☐ non

N° Lot	Intitulé du lot	Description sommaire du lot
1 ESID 24 226	PONT	Démolition d'un pont existant et construction d'un nouveau pont (structure métallique et tablier en poutrelles enrobées) avec mise en place de fonctions spéciales
2 ESID 24 227	Gros-œuvre – second-œuvre	Démolitions, terrassements, VRD, gros-œuvre / second-œuvre pour la construction d'un bâtiment, équipements passifs du contrôle d'accès
3 ESID 24 228	Electricité	Courant fort/courant faible avec, notamment la mise en œuvre d'un réseau électrique secouru et ondulé et panneaux solaires photovoltaïques
4 ESID 24 229	Plomberie	Plomberie, chauffage-ventilation-climatisation du poste de sécurité

Le marché est fractionné : ☐ oui ☒ non

2.4 VARIANTES

Les variantes sont autorisées : ☐ oui ☒ non

Les variantes sont obligatoires : ☐ oui ☒ non

Options : ☐ oui ☒ non

2.5 MARCHES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure des marchés sans publicité ni mise en concurrence dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

2.6 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION :

ENGAGEMENT D'INSERTION

- ☐ Sans objet.
☒ Le marché comprend un engagement d'insertion

Une clause d'insertion par le travail est prévue pour l'exécution du marché.

Cette clause sera applicable au lot n° 2 : « gros-œuvre – second-œuvre » uniquement et comportera 455 heures.

Pour l'exécution du lot n°2, le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants réalisent une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Il est mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, il est possible de contacter le facilitateur pour s'informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion :

Coordonnées de la facilitatrice :
Maison Métropolitaine d'insertion pour l'emploi (MMI'e)
Amel BEN AICHA
Facilitatrice Clauses Sociales
Service Clauses Sociales
04 78 62 17 28 - 07 66 44 39 84

NOTA : Les candidats admis à présenter une offre ne seront pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause d'insertion. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait déclarée irrégulière au sens de l'article L2152-2 du code de la commande publique.

LIMITATION DE SOUS-TRAITANCE

☒ Sans objet.

2.7 SPECIFICITE DU MARCHE EN MATIERE DE SECURITE

Le marché, objet de la consultation, est « **non protégé** ». Le CCAP transmis en phase offre comportera néanmoins un rappel des exigences générales en terme de protection du secret.

DISPOSITIONS APPLICABLES CONCERNANT LES DOCUMENTS ET SUPPORTS PORTANT LA MENTION « DIFFUSION RESTREINTE » REMIS LORS DE LA PROCEDURE DE PASSATION

Des documents et/ou supports portant la mention « Diffusion restreinte » seront remis en phase offre par l'acheteur lors de la procédure de passation du marché.

A ce titre, chaque candidat transmettra dans son dossier candidature, une attestation de non diffusion signée de la personne habilitée à engager la société (annexe 4 au présent règlement de consultation).

3 MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATS

3.1 MODALITES DE CANDIDATURE – CONDITIONS DE PARTICIPATION

Voir article 7 du présent règlement de consultation.

- Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME) :

☒ formulaire DUME

➤ Candidature hors DUME :

- ☒ lettre de candidature (DC1 ou équivalent),
- ☒ déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) intégralement renseignée,

☒ **Annexe 3** au présent règlement de consultation : cadre de mémoire de candidature

☒ **Annexe 4** au présent règlement de consultation : attestation de non diffusion remplie et signée par la personne habilitée à engager la société

3.2 APTITUDES DU CANDIDAT

En plus des modalités de candidatures, l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que la capacité économique et financière des candidats sont examinées au regard des renseignements et documents demandés ci-dessous :

- chiffre d'affaires global et chiffre d'affaire correspondant à l'objet du marché des 3 dernières années ;
- pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- le NUMERO UNIQUE d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2143-13 du code de la commande publique), le cas échéant extrait Kbis (moins de trois mois) du candidat de chacun des membres d'un groupement, d'un sous-traitant, sous-contractant ou la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des Métiers ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les entreprises en cours d'inscription)

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

3.3 CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATURES

Sont éliminées :

- Les candidatures reçues hors délais sont éliminées conformément à l'article R. 2143-2 du code de la commande publique ;
- Les candidatures ne comprenant pas les pièces exigées à l'article 3.1 du présent règlement ;
- Présentant un virus informatique

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

3.3.1 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

La sélection des candidats, qui n'auront pas été éliminés dans le cadre des cas cités ci-dessus, s'effectue sur la base des critères de sélection suivants :

- **Critère 1** : Capacité financière et économique du candidat.
- **Critère 2** : Qualité des moyens humains et matériels du candidat
- **Critère 3** : Capacités techniques et professionnelles

Les critères de sélection des candidatures sont jugés sur la base du dossier de candidature conforme à l'annexe 3 du présent règlement et des documents listés à l'article 3.1 supra et remis par le candidat.

3.3.2 DETAIL DES CRITERES

Critère 1 : Capacité financière et économique du candidat

- Chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché au cours des 3 dernières années d'exercices disponibles.

Critère 2 : Qualité des moyens humains et matériels du candidat

- Fournir un organigramme détaillé que le candidat souhaite mettre en œuvre pour l'exécution du marché ;
- Détailler le rôle de chaque acteur (des responsables jusqu'aux compagnons) dans la réalisation d'un chantier spécifique à chacun des 4 lots, dans la sécurité et un travail en site occupé à forte contrainte opérationnelle ;
- Démontrer sa capacité à se réorganiser sans impact sur le calendrier suite à interdiction de travailler pour raison d'activité des utilisateurs (interférences potentiellement importantes avec les utilisateurs du site) ;
- L'organigramme pourra inclure les intervenants tiers qui permettront le bon déroulé de l'opération d'infrastructure. L'entreprise ou le groupement devra fournir les CV des personnels dédiés à l'encadrement de l'opération et à la conduite du chantier ainsi que ceux de leurs suppléants.

Critère 3 : Capacités techniques et professionnelles

- L'entreprise présentera **5 (cinq)** références significatives et détaillées de travaux d'envergure similaire et à contraintes d'exécution similaires à ceux du présent marché et de moins de 3 ans. Les références peuvent être appuyées par des certificats de bonne exécution. ;
- Les références demandées feront notamment apparaître les compétences suivantes :

qualification(s) (Cf. sites www.qualibat.com et/ou site www.qualifelec.fr) :

- Lot 1 : Qualibat 2512 - ponts et passerelles rigides (technicité confirmée)
ET Qualibat 1233 - micropieux et pieux dans le sol
- Lot 2 : Qualibat 2111 - maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité courante)
Et certification MASE ou équivalent (justification d'un service HSCT interne à l'entreprise qui met en place et qui suit une système d'amélioration continue pour réduire les risques au travail)
- Lot 3 : Qualifelec MGTI classe 4 mini (Installations Électriques Moyen Gros Tertiaire Industrie)
- Lot 4 : Qualibat 5231 – installation de pompe à chaleur et groupe froid

3.4 CHOIX FINAL DES CANDIDATS – LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

L'Acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats admis à présenter une offre. Ainsi, le nombre maximal de candidats retenus est fixé à quatre (4).

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à 4, l'Acheteur peut continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Les dossiers de consultation seront mis à disposition des candidats sélectionnés uniquement.

4 MODALITES D'APPRECIATION DES OFFRES

Le présent article ne concerne que les candidats retenus à l'issue de la phase candidature.

4.1 MODALITE DE REMISE DES OFFRES

Les modalités et délai de remise des offres seront fixés dans le courrier invitant les candidats à remettre une offre.

Les offres sont valables **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres (en cas de négociation 6 mois à compter de la remise d'offre finale après négociation)

4.2 RECEVABILITE DES OFFRES

Seront rejetées les offres :

- Avec jugement sur la forme :
 - parvenant après la date et l'heure limites fixées dans le présent règlement, éventuellement reportées ;
 - provenant d'un candidat n'ayant pas participé à la visite obligatoire ;
 - dont les éléments substantiels ne sont pas en langue française ou non accompagnés d'une traduction en langue française ;
- Avec jugement sur le fond :
 - jugées inacceptables au sens de l'article L.2152-3 du CCP (toutefois s'il y a recours à la négociation par la suite, l'acheteur se réserve le droit d'utiliser la faculté de permettre aux offres inacceptables de devenir acceptables à l'issue de la négociation) ;
 - jugées inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du CCP.

La régularisation des offres ne peut avoir pour effet de modifier substantiellement les offres. Dans le cas où l'autorité signataire n'autoriserait pas la régularisation de l'offre, celle-ci serait éliminée sans être ni notée ni classée.

4.3 JUGEMENT DES OFFRES

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article 5.2 ci-dessus, seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critère	Pondération	Note maximale pondérée pour chaque critère
Prix	60 %	60 points
Valeur Technique	30 %	30 points
Clause environnementale	10 %	10 points

Etude du critère Prix

Une note sur 60 points est calculée selon la formule suivante :

Note = 60 x (offre du moins-disant / offre du candidat) *

*** arrondie à la décimale**

Etude du critère Valeur Technique

Ce critère est apprécié au regard du mémoire technique fourni par le candidat, dont le cadre est fourni dans le dossier de consultation. La répartition des points par item est indiquée dans le cadre de mémoire technique.

La note du candidat sur le critère Valeur Technique est déterminée par la somme des notes obtenues par item / sous-item.

Etude du critère Achat Responsable

Ce critère est apprécié au regard du mémoire achat responsable fourni par le candidat, dont le cadre est fourni dans le dossier de consultation. La répartition des points par item est indiquée dans le cadre de mémoire achat responsable.

La note du candidat sur le critère Achat Responsable est déterminée par la somme des notes obtenues par item / sous-item.

Attribution de la note finale

Une note finale sur 100 est attribuée à chaque candidat en additionnant les notes de chaque critère. L'offre du candidat ayant obtenu la note finale la plus élevée est considérée comme l'offre la mieux-disante.

5 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats doivent exclusivement poser leurs questions sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr). Un courriel de réponse leur est alors adressé.

Uniquement en cas de dysfonctionnement de la PLACE, les candidats peuvent s'adresser à :

Monsieur philippe.chouteau@intradef.gouv.fr

Monsieur hedi.gorini@intradef.gouv.fr

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur de l'offre doit parvenir au service au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception de l'offre. Conformément à l'article R.2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées postérieurement, l'acheteur n'est pas tenu de répondre et le candidat ne peut s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise de l'offre ou établir un recours sur la procédure du présent marché. Les réponses sont fournies par écrit à l'ensemble des soumissionnaires. Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.

DISPOSITIONS GENERALES

6 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le candidat télécharge le dossier de consultation sur la « **PLACE** » (www.marches-publics.gouv.fr) en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures en cas de modification du dossier de consultation des entreprises.

Le dossier de la consultation, en phase candidature, est composé du présent règlement de consultation **accompagné de l'annexe 1 à 4 uniquement**.

Le dossier de la consultation, en phase offre, sera composé des pièces du marché (acte d'engagement, cahiers des clauses particulières administratives et techniques) et de cadres de réponse.

7 MODALITES DE REMISE DES PLIS EN PHASE CANDIDATURE

Le présent article complète l'article 3.1 du présent règlement de consultation.

Le candidat doit fournir dans son dossier de candidature :

- Le DC1 (ou équivalent) dûment complété ;
- Le DC2 (ou équivalent) dûment complété ;
- La (les) déclaration (s) de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- Le cadre du mémoire de candidature (annexe 3) dûment complété ;
- L'attestation de non diffusion (annexe 4) dûment complété et signée de la personne habilitée à engager la société.
- Les documents relatifs au pouvoir de(s) la personne(s) habilitée(s) à engager les opérateurs constituant le groupement, le cas échéant des personnes habilitées à engager le groupement (en cas de groupement)

Le NUMERO UNIQUE d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique, le cas échéant l'extrait Kbis de moins de 3 mois du candidat, de chacun des membres d'un groupement, d'un sous-traitant, sous-contractant ou la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des Métiers ou récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (pour les entreprises en cours d'inscription) En cas de groupement d'entreprises, le nom de toutes les entreprises est mentionné et le nom de l'entreprise mandataire est spécialement signalé.

Si plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, seul le dernier dossier de candidature reçu, dans le délai fixé pour la remise des candidatures est ouvert. Le candidat est informé que les autres plis n'ont pas été ouverts.

7.1 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour la présente consultation, l'acheteur **impose le mode de réponse électronique dans un seul dossier « ZIP » Global**. Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon l'une des deux manières distinctes présentées ci-dessous.

A/ CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé. Le DUME est disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le DUME doit être complété et signé par une personne habilitée à engager la société.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé AUTRES MOTIFS D'EXCLUSION POUVANT ETRE PREVUS PAR LE DROIT INTERNE DE L'ETAT MEMBRE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU DE L'ENTITE ADJUDICATRICE, le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans L.2141-1 à 11 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2ème paragraphe) sans fournir d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

B/ CANDIDATURE HORS DUME

A défaut de recours au DUME, les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- le formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprise, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

7.2 DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Les justificatifs et les moyens de preuve, définis à l'article R. 2143-7 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, ne sont exigés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire (s) auquel (s) il est envisagé d'attribuer le marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le (s) soumissionnaire (s) sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

Toutefois les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation (s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif « dites-le nous une fois » ou DLNUF)

A/ TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE CONCERNANT LES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Conformément aux articles R.2143-6 à 10 et R.2144-1 à -7 du code de la commande publique, l'acheteur demande à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification du marché, les preuves que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article

L.2141-4 du code de la commande publique un extrait de casier judiciaire. Le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents dont la liste est fournie par l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

B/ TRANSMISSION DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA PROCEDURE

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais des formulaires DC1/DC2, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli la section α de la partie IV, les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis à tout moment de la procédure à la demande de l'acheteur.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

8 MODALITES DE REMISE DES OFFRES EN PHASE OFFRES

Les candidats admis à participer à la phase offre devront remettre, au titre de leur offre, les documents demandés dans le dossier ou dans les courriers qui leur seront adressés.

9 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS(CANDIDATURE ET OFFRE)

Pour la présente consultation, **l'acheteur impose le mode de réponse électronique dans un seul dossier « ZIP » Global.**

Les candidats fournissent leurs dossiers de candidature impérativement **avant les dates indiquées en page de garde du présent document.**

Les date et heure de remise des offres finales seront communiquées dans le règlement de consultation de la phase offre.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un guide utilisateur est téléchargeable sur le site www.marches-publics.gouv.fr, il précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme:

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

REMARQUE IMPORTANTE :

Les candidats doivent s'assurer qu'ils disposent d'une signature électronique valide (la délivrance d'une signature électronique par un organisme habilité pouvant prendre plusieurs jours). S'ils ne disposent pas déjà d'une signature électronique valide, se procurer un certificat numérique de signature utilisable pour les marchés publics conforme aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 et au RGS (référentiel général de sécurité). Les prestataires admis à commercialiser ce certificat sont listés sur le site Internet : www.lsticertification.fr. Certains de ces prestataires sont Certeuropa, Certinomis, Chambersign France, etc.... Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas la fonction « Vérifier la signature » de la rubrique « Outils de signature » de la PLACE, il fournit la procédure permettant la vérification de la validité de sa signature électronique conformément à l'arrêté cité supra.

L'acheteur n'impose pas la signature électronique au moment du dépôt de la candidature mais cette signature sera nécessaire au moment de l'attribution du marché. En revanche, si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il pourra signer électroniquement dès le dépôt de sa réponse.

9.1 PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

L'ensemble des dossiers et des fichiers doivent être dans un dossier « ZIP » Global.

9.2 HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

9.3 COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- NE PAS OUVRIR ;
- « Copie de sauvegarde » ;
- Offre pour : « *Intitulé de la consultation + n° projet* » ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

La copie de sauvegarde est transmise exclusivement par voie postale à l'adresse suivante :

**Service d'infrastructure de la Défense Sud-Est
SAI/BA/SECTION AURA
BP 97 423
69 347 LYON CEDEX 07**

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

9.4 ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

10 ATTRIBUTION

10.1 DOCUMENTS A FOURNIR

En application des articles L.2141-1 à 11 du code de la commande publique, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire les pièces prévues aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique.

En outre, la signature de l'acte d'engagement n'est exigible que du seul attributaire pressenti : si celui-ci (accompagnés de cotraitants, le cas échéant) n'a pas signé son offre lors de la remise initiale, il doit signer - ou co-signer avec les membres du groupement - l'acte d'engagement et faire signer les DC4 aux sous-traitants éventuels avant attribution. Il doit également joindre le/les pouvoirs de la personne physique habilitée (signataire) à engager la société / l'établissement, le cas échéant.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, l'acheteur adresse une demande via la PLACE. L'attributaire doit transmettre les documents requis dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de la demande.

ATTENTION ! Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre aux attributaires de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

A défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci peut déclarer irrégulière l'offre au titre de l'article R.2152-1 du code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

10.2 SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHE

Le marché peut être définitivement attribué une fois ces formalités préalables remplies.

L'acheteur avise alors tous les autres soumissionnaires du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement par l'acheteur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2182-4 du code de la commande publique.

Le titulaire doit s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide, conformément à l'annexe 1 du présent document « Modalités de signature électronique », de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitances, modifications du marché, décisions...) qui interviendraient en cours d'exécution du marché.

NOTA : L'acheteur n'impose pas la signature électronique au moment du dépôt mais cette signature est nécessaire au moment de l'attribution du marché. En revanche, si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il peut signer électroniquement dès le dépôt de sa réponse.

11 DISPOSITIONS GENERALES

11.1 LANGUE

L'ensemble des documents remis sont rédigés en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils sont accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur.

11.2 JURIDICTION CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal administratif de Tribunal administratif de :

Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin - 69433 LYON cedex 03

T : 04.78.14.10.1 0– F 04.78.14.10.65

greffe.ta-lyon@juradm.fr

est seul compétent pour connaître des litiges nés de ce contrat et de sa procédure de passation. Ces derniers peuvent faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de :

Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin - 69433 LYON cedex 03

T : 04.78.14.10.1 0– F 04.78.14.10.65

greffe.ta-lyon@juradm.fr

11.3 VOIES DE RECOURS

- Un **recours en référé précontractuel** (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA), le juge administratif devant être saisi avant la conclusion du contrat ;
- Un **référé contractuel** article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Un **recours pour excès de pouvoir** (article R.421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- Un **recours en contestation de validité du contrat** (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994), dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ;
- Un **recours indemnitaire** (article R.421-1 et suivants du CJA), dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée, ou dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet.

Annexe 1

MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.
En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé (1 ou 2).

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr> ;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

Annexe 2

ASSISTANCE AUX ENTREPRISES SUR « PLACE »

❖ Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

❖ Les frais d'accès

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

❖ La boîte aux lettres du candidat

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

❖ Manuel d'utilisation – Guide d'aide - Assistance

Un manuel d'utilisation est disponible afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire doit se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site. Le candidat peut se référer au guide d'aide à la passation des marchés publics dématérialisés de décembre 2015 du ministère de l'économie de l'industrie et du numérique.

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise en place directement sur le site. L'espace "FAQ et support en ligne" permet au soumissionnaire de consulter les réponses aux questions les plus fréquemment posées sur la plateforme et de l'accompagner dans ses démarches en sélectionnant l'objet de sa demande dans la liste des catégories.

S'il n'a pas trouvé la réponse à sa question, il peut **créer une demande d'assistance en ligne** en cliquant sur le bouton « Je n'ai pas trouvé de réponse à ma recherche, je souhaite saisir une demande d'assistance en ligne ».